

only cost one-half what it would by the North Shore. The hon. gentleman had gone the length of saying that it would be better to abandon the guarantee, and build the other route with our own debentures.

Mr. Mackenzie said he had only stated so, assuming the guarantee to be impossible for the cheaper route, but he had complained that the Administration had utterly neglected to assign any reason to the Imperial Government, why the guarantee should not be confined to the North Shore route.

Mr. Cartwright said that might have been a proper view, perhaps, if the question was not one which had been under the consideration of the Imperial Government for twenty years, and if over and over again they had not stated that they would guarantee no other route.

Mr. Mackenzie—Why then did the Government send engineers on the survey of the other routes?

Mr. Cartwright replied that this was because the country was not well known; and it was, at least, possible that other available routes might be found. He then asserted that not only had the difference in cost been exaggerated, but the difference in length had also been exaggerated. The difference in length between the two routes, as regarded the question of construction, was not over fifty or sixty miles, involving a difference in cost, not of 10 or 15 million dollars, as had been stated, but of two or three millions. It appeared to him, that this whole matter had been brought up too late, and that if a fight on it was to have taken place, it should have been before the Imperial guarantee was obtained, and contracts for the various sections of the road was given out. If the member for Lambton carried his resolutions, and took his place on the Treasury benches, would he hand back the money obtained in England, or would he apply it in a way which would be in violation of the conditions on which the guarantee was granted. The hon. gentleman, he believed, in that case would find the difficulties of any other course so great that he would come down to the House and tell them that he had found his predecessors were right, and that he was bound to spend the money on the North Shore route, the road he (Mr. Cartwright) held was a commercial as well as a military protection under ordinary circumstances. No one in his senses who could send

l'écart des dépenses lorsqu'il a prétendu que la ligne de chemin de fer qu'il propose ne coûterait que la moitié de celle passant par la côte Nord. Le député a été jusqu'à dire qu'il valait mieux abandonner la garantie et procéder à la construction de l'autre ligne en la finançant grâce aux obligations du pays.

M. Mackenzie dit qu'il a fait cette déclaration parce qu'il présume que la garantie ne peut être obtenue pour la construction d'une ligne de chemin de fer meilleur marché, mais il se plaint que l'Administration ait totalement négligé de faire connaître au Gouvernement Impérial la raison pour laquelle la garantie ne doit pas être confinée à la ligne de la côte Nord.

M. Cartwright dit que ce point de vue serait valable si, pendant plus de vingt ans, le Gouvernement Impérial ne s'était pas penché sur cette question et s'il n'avait pas répété à plusieurs reprises qu'il ne garantirait aucune autre ligne.

M. Mackenzie: Pourquoi donc le Gouvernement a-t-il envoyé des ingénieurs pour faire un relevé d'autres tracés?

M. Cartwright réplique que le pays n'était pas bien connu et qu'il était possible de découvrir d'autres routes. Il affirme que non seulement on a exagéré l'écart du coût entre les deux lignes, mais aussi leur longueur. Du point de vue construction, il y a une différence qui ne dépasse pas les 50 ou 60 milles et donc un écart de deux ou trois millions de dollars et non de dix ou quinze comme on l'a déclaré. Cette question, lui semble-t-il, a été soulevée trop tard. Si elle avait dû susciter un débat, celui-ci aurait dû avoir lieu avant que ne soit obtenue la garantie impériale ou que soient signés des contrats pour la construction de diverses sections de l'ouvrage. Si le député de Lambton faisait adopter ses résolutions et prenait place sur les bancs du Trésor, remettrait-il l'argent à la trésorerie de l'Angleterre ou l'affecterait-il à des travaux tout en faisant fi des conditions en vertu desquelles la garantie a été accordée? Si le député adoptait une telle politique, il se trouverait aux prises avec des difficultés insurmontables si bien qu'il devrait se représenter à la Chambre en concédant que ses prédécesseurs avaient raison et qu'il ne voit pas d'autre solution que de dépenser sur la ligne de la côte Nord les sommes perçues. A son (M. Cartwright) avis, une telle ligne favoriserait le commerce tout en assurant en temps normal la protection militaire. Quiconque veut expédier les produits de la mer par terre s'abstiendrait logiquement